

# PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

## SOMMAIRE

---

|                                                                                                                  |                           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
|  La Conférence Caucasienne ..... | * * *                     |
| Le pacte franco-soviétique ( <i>revue de la presse</i> )...                                                      | * * *                     |
| Les atrocités soviétiques en Ingrie .....                                                                        | R. K.                     |
| Le congrès turco-tartare d'Extrême-Orient .....                                                                  | A. A.                     |
| Joussouf bey Aktchoura Oghlou .....                                                                              | D <sup>r</sup> Mir Yacoub |
| Armée ukrainienne .....                                                                                          | Gén. Udoviczenko          |
| La politique extérieure de l'U. R. S. S. ....                                                                    | * * *                     |
| Elections soviétiques .....                                                                                      | D. D.                     |
| Chronique : Azerbaidjan. — Ukraine.                                                                              | * * *                     |

---

---

Direction et Administration :

**1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°)**

---

---



# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

---

## La conférence caucasienne

L'on sait que le Comité d'Indépendance du Caucase, dans un appel lancé aux peuples du Caucase, il y a quelques mois, a publié le Pacte de la Confédération du Caucase signé par les représentants autorisés des organisations nationales des peuples du Caucase le 14 juillet 1934.

L'appel du Comité d'Indépendance du Caucase faisait en même temps savoir que dans un avenir prochain sera convoquée une Conférence des organisations nationales qui, après avoir accepté la démission dudit Comité se mettra en devoir de créer un organe pan-caucasien. Cet organe aura pour tâche de diriger toute l'activité de toutes les organisations nationales unifiées du Caucase sur la base des idées contenues dans les principes régissant le Pacte de la Confédération du Caucase.

Cette conférence a eu lieu. Au cours de ses travaux qui ont duré du 14 au 23 février toutes les questions examinées ont été solutionnées.

Ouvrant la séance, le Président du Comité d'Indépendance du Caucase a prononcé quelques paroles de bienvenue, puis il a demandé à l'assemblée d'honorer, par une minute de silence,

la mémoire des hommes politiques caucasiens, champions de la liberté, morts à leurs postes et qui reposent en terre étrangère, N. V. Ramichvili, A. M. bey Toptchibachi et Ahmed bey Tsalikatti. Le président propose ensuite à la Conférence de constituer son presidium. Ce dernier, aussitôt constitué, compte trois présidents et trois secrétaires. La procédure terminée et l'ordre du jour établi, la parole est donnée au secrétaire général du Comité d'Indépendance du Caucase qui fait un exposé détaillé de l'activité politique du Comité.

Après avoir brossé un tableau de l'activité du Comité au point de vue politique, dans le domaine de la propagande et de l'organisation, le rapporteur examine en détail les côtés positifs et négatifs des conditions et du milieu dans lesquels s'est développée cette activité et il en arrive à la conclusion suivante :

« Ainsi, prêtant l'oreille à la voix des pays engagés dans la lutte, animés par les actes d'héroïsme dont font preuve les masses populaires qui fraternisent d'une façon si émouvante sur les champs de bataille dans une lutte inégale, le Comité d'Indépendance du



Caucase connaissant les véritables aspirations des organisations nationales qui le constituent, escomptant également les préoccupations de l'ennemi, croit de son devoir historique de mener, quoi qu'il en coûte, son travail à bonne fin dans une seule et unique direction : donner aux peuples du Caucase l'étendard officiel de la Confédération Caucasienne et unifier leurs actes dans un organisme pan-caucasien faisant autorité et dont les décisions seront obligatoires pour tous.

« C'est dans ce but qu'avec une satisfaction bien marquée il a publié le Pacte, signé à Bruxelles par les représentants plénipotentiaires des trois organisations nationales du Caucase, le 14 juillet 1934. C'est avec la même satisfaction que le Comité d'Indépendance du Caucase rendant compte de sa mission, prie la présente Conférence d'organiser, tout en prenant en considération les côtés positifs et négatifs de notre travail, l'organe caucasien faisant autorité dont la tâche consistera, conformément à l'esprit du Pacte du 14 juillet, à diriger la lutte entreprise par les peuples du Caucase en vue de rétablir leur liberté perdue et de réaliser l'idée d'une Confédération caucasienne.

« Avant de terminer ce compte rendu au nom du Comité d'Indépendance du Caucase, dont la mission vient d'expirer, je crois devoir souligner un moment psychologique, qui, à nos yeux, apparaît comme le meilleur gage de succès pour un travail ultérieur fructueux sur le terrain de l'unité caucasienne.

« Les événements ont nettement démontré que les peuples du Caucase n'ont rien à attendre en se laissant aller à des combinaisons qui engageraient l'un ou l'autre de ces peuples en les liant à des forces en dehors de cel-

les du Caucase. Les représentants du Caucase doivent, dans leur lutte pour l'indépendance, se guider sur les intérêts immédiats et réels des peuples voisins du Caucase.

« Le Caucase avant tout aux Caucasiens ! ».

Après avoir entendu le rapport du Comité d'Indépendance du Caucase et la discussion qui suivit, la Conférence approuva à l'unanimité la motion suivante avant que de passer à l'ordre du jour :

« La Conférence caucasienne ayant entendu le rapport sur l'activité du Comité d'Indépendance du Caucase approuve cette activité et passe à l'ordre du jour de la séance. »

La Conférence entend ensuite un certain nombre de rapports d'ordre politique et technique qu'elle approuve. Ces rapports soumis à son examen par la Commission d'organisation sont l'objet de décisions de principe.

En voici quelques-unes succinctement exposées :

Après des débats animés sur le rapport consacré à la « Question Caucasienne et la Russie », la Conférence adopte à l'unanimité les thèses suivantes :

1. — L'Union Soviétique est remplie de contradictions de caractère socialo-politique et national qui l'obligent à se maintenir par la force des baïonnettes. La plus grande partie de sa population est hostile au pouvoir soviétique ; elle attend le moment favorable pour le renverser.

2. — Le pouvoir soviétique prépare la venue de ce moment par sa politique : à l'intérieur, en expropriant toutes les richesses du peuple et son travail, à l'extérieur — en continuant la politique étrangère des tsars russes.

3. — La politique étrangère de l'empire russe depuis son début, depuis



Pierre I-er s'est toujours efforcée de se ménager une issue vers les mers chaudes afin de devenir une puissance mondiale puissante. Le chemin choisi pour atteindre son but passait par l'Europe, c'est-à-dire que par son imixtion dans les affaires d'Europe elle espérait acquérir des alliés et un appui qui lui permettraient de réaliser son rêve d'expansion. La Russie tsariste n'ayant pu résoudre ce problème, pas plus vers l'Océan Pacifique que vers les Dardanelles, en laissa le soin à la Russie soviétique. Cette tâche déjà ancienne, cette voie d'autrefois restent toujours à l'ordre du jour.

4. — Le pouvoir soviétique s'est d'abord efforcé de résoudre ce problème par voie révolutionnaire, en propageant le communisme dans le Proche et l'Extrême Orient, par la soviétisation des peuples et territoires voisins, en recourant à la force des armes pour la conquête de la Pologne et pour son annexion à la Russie soviétique. Mais dans cette voie elle a subi un échec complet, ce qui l'a obligée à se retourner vers l'Europe et à y chercher de nouveaux alliés.

5. — N'ayant pu réaliser les aspirations séculaires russes par voie révolutionnaire, le pouvoir soviétique a pensé y réussir par voie conservatrice en se posant, temporairement, en défenseur du *statu quo* européen, en luttant contre le réveil national des peuples asiatiques et en soutenant ouvertement les forces impérialistes triomphantes actuelles.

6. — Rejetant chez lui la volonté populaire et nationale le pouvoir soviétique est en même temps l'ennemi juré d'accords sur un pied d'égalité avec les nations opprimées. Et comme il poursuit la politique impérialiste tsariste il est obligé de suivre la même voie que l'ancien régime et de

faire siennes les méthodes employées en politique étrangère.

7. — Sous la pression de ces circonstances historiques, la Russie soviétique se transforme en Etat militaire, non sans avoir fait un gigantesque pas en avant, surtout dans le domaine de la technique militaire. Le militarisme et l'impérialisme constituent toute l'idéologie des dirigeants soviétiques. C'est cette idéologie qui a imprimé une nouvelle orientation à la politique étrangère ; à l'intérieur elle agit également dans le sens d'une réconciliation avec la paysannerie oppositionnaire au moyen de quelque éphémère réforme.

8. — La transformation de l'Etat soviétique en Etat militaire est une question de vie ou de mort pour les peuples non russes de l'Empire russe qui luttent pour leur indépendance.

9. — Ces peuples en tant qu'opprimés et asservis n'ont point les traditions des oppresseurs, pas plus qu'ils ne s'intéressent à leur politique ; ils n'ont point leur idéologie impérialiste ni réactionnaire ; ils sont les champions naturels de la liberté et de la révolution.

Le mouvement national est en réalité un mouvement populaire et son triomphe n'est autre que le triomphe de la souveraineté populaire. C'est pourquoi l'idée nationale des peuples opprimés, par opposition à celles des peuples dominants incarne le progrès, la démocratie, la solidarité et la liberté pour tous. En Union soviétique cette idée incarne la force organisée de tous les éléments mécontents en même temps qu'une base pour la transformation de sa carte sur des principes nationaux et sur la volonté populaire.

10. — Le mouvement national des peuples opprimés ne menace que le pouvoir soviétique ; il ne saurait en



aucun cas menacer les intérêts du peuple russe. L'intérêt des Russes, aussi bien que celui des non-Russes exige la chute du régime soviétique et l'établissement sur ses ruines de nouvelles relations d'ordre international entre les peuples de l'Union, telles que la création de républiques nationales indépendantes, l'établissement d'un pouvoir du peuple et des rapports de bon voisinage entre elles.

Partant de ces principes, les représentants de trois républiques caucasiennes, ayant conclu d'un commun accord le Pacte de Confédération caucasienne ont décidé d'organiser un Conseil de Confédération caucasienne dont le but est ainsi défini :

1. — Préparer les peuples du Caucase pour la liquidation du pouvoir d'occupation russe au Caucase ; rétablir les Républiques et les unir en Union Confédérative.

2. — Conséquemment, il convient de nouer des rapports de caractère politique et organisateur avec les organisations des autres peuples opprimés de l'Union soviétique.

3. — Dans le processus de lutte nationale libératrice, le Conseil de la Confédération caucasienne est prêt à entrer en contact avec de semblables forces révolutionnaires et avec le peuple russe qui reconnaît sans restriction l'indépendance du Caucase et avec tous les peuples opprimés de l'Union qui luttent pour le pouvoir du peuple et pour la solution des questions entre nationalités de l'Union, non par les armes, mais d'une manière pacifique et par voie d'arbitrage obligatoire.

4. — Le Conseil caucasien luttant pour la réalisation de ses aspirations s'appuie uniquement sur ses propres forces ; il s'oriente sur les peuples mécontents et tout en cherchant la sym-

pathie et l'appui de tous les amis du Caucase rejette toute démarche susceptible d'entraîner ces peuples dans une aventure quelconque.

L'on entend ensuite le rapport du Comité d'Indépendance du Caucase sur l'organisation de la Confédération caucasienne lequel est suivi d'une discussion. La Conférence est saisie en même temps d'un projet de création du Conseil, adopté à l'unanimité après examen.

D'après ce projet, le Conseil de la Confédération caucasienne est composé des délégués des organisations nationales d'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord et de Géorgie sur des bases paritaires.

Le Conseil se réunit périodiquement, conformément à son règlement ; il s'occupe de toutes les questions politiques concernant le Caucase ; il détermine la ligne générale de sa politique que le presidium du Conseil est tenu d'appliquer.

L'on entend encore un rapport sur la manière dont le travail diplomatique doit être effectué ; après discussion, la Conférence émet la résolution suivante :

« Après discussion du rapport sur le travail diplomatique, la Conférence adopte la thèse exposée dans le rapport et confirme en même temps que le Conseil de la Confédération caucasienne est le seul organisme compétent en matière de guide pour le travail diplomatique, en fait de quoi ledit travail est entièrement soumis à la compétence du Conseil.

Toute action spéciale des diverses sections ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment et le concours du Conseil. »

L'ordre du jour étant épuisé, l'on procéda à la lecture des listes des candidats des organisations nationales



au titre de membres du Conseil de la Confédération Caucasienne.

L'adoption de ces listes marqua la clôture du travail fructueux de la Conférence.

Avant de se séparer, l'on entendit les déclarations des représentants des sections nationales.

Le représentant de la Géorgie déclara ce qui suit :

« Je constate avec plaisir que nous avons terminé nos travaux en plein accord, c'est pourquoi je ne doute pas que dans la pratique toutes les difficultés qui pourraient surgir soient aplanies.

« Il est vrai que nous sommes peu nombreux à travailler et que l'émigration est plus nombreuse, mais nous avons l'avantage de mener une lutte énergique pour la liberté contre les oppresseurs de nos peuples. Ceux qui ne faisant aucun travail, empêchent le nôtre, ne peuvent être les représentants de nos peuples. Tout le Caucase agissant est représenté ici. Nous tra-

vaillerons en plein accord. L'avenir est à nous ».

Le représentant de l'Azerbaïdjan ajoute ce qui suit à ce qui vient d'être dit :

« Je souligne que l'adoption du Pacte et la création d'un organe pan-caucasien nous donnera la possibilité de mener notre lutte jusqu'à la victoire finale. Notre coeur bat à l'unisson de nos peuples ».

Le représentant du Caucase du Nord constate avec satisfaction l'unité d'action des peuples du Caucase dans la lutte pour l'indépendance ; à son tour, il déclare ce qui suit :

« Dès maintenant nos frontières sont communes et vous pouvez être assurés qu'au nord du pays, le Caucase du Nord recevra comme il convient le premier coup porté par l'ennemi avec l'appui de toutes les forces caucasiennes ».

Sur cette déclaration prit fin la Conférence.

\* \* \*

# Le pacte franco-soviétique

(Revue de la Presse)

Le fait le plus saillant de ces derniers jours est sans doute la conclusion du pacte d'assistance mutuelle entre la France et la Russie Soviétique. Si, d'une part, elle donne une certaine satisfaction à l'opinion publique française, elle n'en soulève pas moins, dans différentes parties de l'Europe, des appréhensions non moins fondées. Voilà quelques échos de cette réaction d'un intérêt vraiment palpitant :

## En France

Parlant de la question de l'accord franco-russe, M. Léon Bailby, dans *Le Jour*, écrit :

L'ajournement des pourparlers tel que nous l'annonce l'Agence Tass, eh bien ! c'est une occasion que nous accueillons très volontiers de réfléchir sur ce qu'on nous demande. Et si M. Laval résiste



sur ce point à la thèse que défendent MM. Flandin, Herriot et Marin, nous disons que c'est Pierre Laval qui a raison. L'opinion française ignore à peu près tout de ce qui se trame contre elle à Moscou et ailleurs. Si elle était consultée franchement sur l'accord, elle dirait : « Non ! »

Traitant de la même question, le *Quotidien* attaque l'accord dans les termes suivants :

Dans une alliance avec les Soviétiques, la France apporte son or, son matériel, son armée prête à se battre sur le Rhin ; Moscou n'apporte rien que la révolution.

MM. Laval et Flandin commentent-ils à s'en rendre compte et vont-ils essayer de se sortir « de biais », selon la méthode chère à M. Flandin, du guépier où ils se sont fourrés ?

Veulent-ils au contraire louer encore ? Impossible.

Une seule issue, pour eux : déclarer franchement, publiquement, qu'ils se sont trompés et qu'ils ont été trompés ; briser avec Moscou, faire une politique française.

M. Jean Thouvenin, dans *l'Intransigeant*, parle du pacte franco-russe et de la Pologne, dans les termes suivants :

La diplomatie sur le Forum présente, évidemment, de graves inconvénients, mais la méthode du cabinet noir offre-t-elle de plus sérieux avantages ?

La France et l'U. R. S. S. négocient actuellement un pacte d'assistance mutuelle. Des difficultés de dernière heure ont surgi. On nous dit qu'elles sont dues à certaines indiscretions. C'est une ex-

plication, mais est-elle suffisante ?

L'affaire franco-russe n'intéresse pas seulement les gouvernements de Paris et de Moscou. Elle intéresse aussi, et directement, la Pologne. Or si on peut regretter que la France et l'U. R. S. S. aient abattu trop vite leurs jeux, on ne saurait faire pareil reproche à la Pologne.

Le gouvernement de Varsovie mène une diplomatie secrète. C'est son droit, à condition toutefois que le mystère dont il aime à s'entourer ne soit pas une cause d'équivoques. La Pologne est notre alliée. Une alliance ne donne pas que des droits, elle crée aussi des devoirs. Le devoir de la Pologne est de nous renseigner exactement sur ses intentions quant à l'exécution du pacte franco-russe. Car, ne nous y trompons pas : ce pacte n'aura de valeur pratique qu'autant que la Pologne lui permettra de jouer. Cet accord ne saurait, en effet, être comparé à l'alliance franco-russe d'avant-guerre.

Depuis la renaissance de la Pologne, l'U. R. S. S. n'a plus de frontière commune avec l'Allemagne. Par conséquent, si l'Allemagne attaquait la France et qu'en vertu du principe d'assistance mutuelle, le gouvernement de Moscou déclare la guerre au Reich, le secours de l'U. R. S. S. ne pourrait devenir effectif qu'autant que la Pologne autoriserait le libre passage des troupes soviétiques sur son territoire.

Or rien ne prouve que la Pologne soit disposée à envisager favorablement pareille éventualité.

Nous voudrions bien cependant être fixés sur ce point capital.



Avec l'adhésion de la Pologne, le pacte franco-soviétique équilibrerait les risques des deux pays. Avec son opposition, tous les risques incomberaient seulement à la France.

La paix ne se construit pas dans le brouillard. La Pologne, qui aime la paix, doit nous aider à le dissiper.

M. Jean Renaud, dans l'*Ami du Peuple* (21-4-35) parle des différentes difficultés que peut rencontrer l'application du pacte franco-russe.

Supposons l'action militaire déclenchée contre l'Allemagne.

La France doit normalement occuper la Rhénanie.

De quel œil l'Angleterre et l'Italie verront-elles pareille disposition susceptible de détruire sur l'heure tout l'équilibre européen ?

Du côté Russie, il n'y a pas de frontière commune avec l'Allemagne.

Il faut donc traverser la Pologne.

Or, à aucun prix, cette nation ne laissera violer son territoire, que ce soit par le sol ou par les airs.

Le *Jour* du 25-4-35 cite et commente l'article de M. Maurice Pernot dans *Le Capital* :

Il y a huit jours, le 9 avril dernier, c'est-à-dire deux jours avant Stresa, le docteur Schacht, ministre de l'Economie du Reich, et M. Kandelaki, chef de la délégation commerciale des Soviets en Allemagne, signaient, au nom de leurs deux gouvernements, un accord par lequel l'Union soviétique s'engage, pour cinq ans, à ravitailler l'Allemagne en matières premières

et les industries allemandes à fournir aux Soviets des machines et objets fabriqués. Le financement de l'opération est assuré par un groupe de banques allemandes, dont l'Etat est principal actionnaire. Le réescompte du papier russe est garanti par la Reichsbank.

— Et l'on nous parle d'une tension politique entre Berlin et Moscou, si menaçante que la guerre pourrait éclater d'un jour à l'autre ! observe M. Pernot.

Cet aspect politique de la convention du 9 avril, ce n'est pas nous qui le découvrons : les Allemands le mettent en pleine lumière. A la Bourse de Berlin, on désigne le crédit de 200 millions sous le nom de *Crédit Rapallo*, comme pour rattacher l'accord qui vient d'être signé aux principes et à l'esprit qui, lors de la conférence de Gênes, avaient inspiré le rapprochement russo-allemand opéré par *Tchitchérine* et *Rathenau*. Une revue berlinoise très informée, *Die Bank*, rappelant complaisamment les vaines tentatives faites par l'Union soviétique pour trouver des crédits à long terme en Suède, aux Etats-Unis, à Londres et à Paris, conclut : « Une fois encore, l'Allemagne joue le rôle de pionnier, en faveur du développement des relations entre l'Union soviétique et le monde capitaliste...

Tout cela va fort bien, mais qui trompe-t-on ? demande M. Pernot, qui conclut :

— Les Russes ont peur des Allemands : mais ils vont leur fournir pendant cinq ans les matières premières qui leur manquent. Les Allemands ont peur des Russes : mais ils mettent leur industrie



lourde à la disposition du gouvernement de Moscou.

MM. P. A. Cousteau et Pierre Bregy traitent dans les colonnes de *Je suis partout* du 20.4.1935 la question si intéressante de la valeur de l'armée rouge et trouvent que « la mobilisation russe est impossible » parce que :

L'armée rouge, l'« invincible » armée rouge de nos bons alliés, ne peut pas se battre. Elle ne le pourrait pas, même si elle le désirait — ce qui n'est pas prouvé — même si elle restait fidèle au régime, même si aucune révolte paysanne ne venait la distraire de sa tâche, et ceci pour une raison extrêmement simple : l'armée rouge n'est pas mobilisable. On ne peut pas la transporter. On ne peut pas la ravitailler. Il suffit d'ouvrir un atlas et de jeter un coup d'œil sur quelques statistiques pour en être convaincu. Ce petit travail est au-dessus des forces de nos hommes politiques.

L'immense empire russe a toujours souffert de la pénurie de ses communications. C'est un mal atavique auquel les Soviets, de leur propre aveu, n'ont apporté aucun remède. Seules ont changé les conditions de la guerre moderne, qui exigent des forces belligérantes, encombrées d'un matériel toujours plus compliqué, une mobilité sans cesse accrue.

Or, l'U. R. S. S. est complètement dépourvue de réseau routier, indispensable cependant au transport des unités motorisées. La densité des routes — d'ailleurs en fort mauvais état — n'excède pas un kilomètre pour 176 km<sup>2</sup> de superficie territoriale, alors que l'Allemagne en a 100 fois plus, et le Reich lui-même est sur ce point

bien inférieur à la France, à l'Angleterre et à l'Italie.

L'armée rouge, comme l'armée tsariste, dépend pour sa mobilisation et son approvisionnement des voies ferrées de l'U. R. S. S.

### Les peuples opprimés de l'U. R. S. S. et le rapprochement franco-soviétique.

« Le Journal de Genève » poursuit avec beaucoup de persévérance sa campagne en faveur des peuples opprimés de l'U. R. S. S. M. Pierre-E. Briquet qui y tient la rubrique de la politique étrangère envisage dans son article du 11 Avril les conséquences possibles, tant pour les peuples de l'U. R. S. S. que pour les pays de l'Europe, d'une éventuelle alliance franco-soviétique. M. Briquet se demandant : Paris « attendrait-il de la loyauté soviétique une protection militaire et aérienne », poursuit ainsi :

« Oubliant que le pouvoir des soviets s'appuie sur une population minée par le régime, où gronde le mécontentement, la France confierait à ce colosse d'argile la sauvegarde de sa sécurité.

« On déplorerait, du point de vue moral, de voir la France libérale, champion jusqu'ici du droit des peuples à l'indépendance, garantir militairement l'intégrité territoriale de l'U. R. S. S. et river par conséquent la chaîne de nations opprimées contre tout droit, Géorgie, Ukraine, Arménie. L'alliance avec les oppresseurs, ce serait une complicité douloureuse. On peut aussi se demander ce qu'il adviendrait du bolchévisme. Quels seraient ses sentiments envers ceux qui prolongèrent l'agonie sous les chaînes rouges ? La neutralité ne serait-elle pas plus sage, et ne réserverait-elle pas un avenir toujours inconnu ?

« Mais le grand danger c'est de lier l'action diplomatique et militaire de la France aux intrigues des Soviets. La jeunesse française devra-t-elle se sacrifier à l'in-



tégrité des frontières soviétiques ? Devra-t-elle périr pour protéger le Guépéou ? Et les Soviets eux-mêmes, quel but poursuivent-ils ? Ont-ils cessé de comploter la révolution et la guerre universelle ? La découverte faite à l'**Humanité** suffit à répondre à cette question. Par l'alliance militaire franco-soviétique, Moscou veut **encercler** l'Allemagne, la pousser aux folies, la jeter contre la France, tout en restant bien entendu spectateur intéressé du conflit. »

Le même journal appuie la thèse de son rédacteur politique en publiant un autre article « La crainte moscovite », signé par M. Ok.

« Que craint donc le gouvernement de Moscou ? Il n'a pas l'idée d'envahir un autre pays, mais seulement de se défendre, ainsi que l'a répété plusieurs fois Staline lui-même : « Nous ne convoitons pas de territoires étrangers, mais nous ne céderons pas un pouce du nôtre. » Cependant, le fait est là : l'U. R. S. S. a une frayeur mortelle de l'isolement, c'est pourquoi elle est pressée de réaliser le pacte oriental et même de revenir sur les alliances militaires d'avant guerre.

« Pour comprendre ce phénomène, il est indispensable d'étudier la situation intérieure du pays, qui n'est pas assez connue à l'étranger, mais que le gouvernement des soviets connaît, lui, parfaitement. N'est-ce pas lui qui a exproprié les paysans et les a réduits à l'état de parias, travaillant sous la botte pour « l'Etat socialiste » ? N'est-ce pas lui qui garde des millions de déportés dans les camps de concentration ou de forçats politiques occupés à la construction des voies ferrées, des canaux, à l'exploitation forestière, etc. ? N'est-ce pas lui qui, au mois de janvier, en supprimant leur carte, a privé les ouvriers de l'unique privilège d'acheter leur pain à un prix réduit ? N'est-ce pas lui encore qui a exterminé, ou maintient dans les geôles les meilleurs des intellectuels de tous les

rangs ? N'est-ce pas lui qui foule aux pieds tous les droits de l'homme et du citoyen, la liberté de parole, la liberté de presse, la liberté de se grouper ? N'est-ce pas lui, enfin, qui tient sous un joug cruel les peuples non russes qui forment, ensemble, la moitié de toute la population de l'U. R. S. S. ?

« Est-il étonnant, dans ces conditions, que le gouvernement des soviets craigne de se mesurer avec un ennemi étranger ? Dans les temps très reculés, les esclaves formaient la masse des combattants. Nous vivons, heureusement, à une autre époque : mobiliser des millions de mécontents, remplis de haine, ne sourit guère à Moscou, car on ne sait pas qui serait visé.

« Tel est le problème devant lequel se trouve Moscou. Les visiteurs officiels pourraient l'aider à le résoudre, mais ils ne le connaissent pas ou, peut-être, ne veulent-ils pas le connaître. »

### Les relations franco-soviétiques et l'Ukraine.

A l'occasion des discussions sur le rapprochement franco-soviétique, le nom de l'Ukraine est souvent évoqué dans la presse européenne.

Nous extrayons ci-dessous un passage d'un article très documenté du Comte Jean de Pange dans le « Capital » du 15 avril :

« On nous demande de garantir les frontières actuelles de la Russie soviétique — ce sont les plus menacées — et on nous offre en échange l'appui de son armée contre une agression éventuelle de l'Allemagne. Or, que vaut l'armée des Soviets ? **M. Jacques Bardoux** apportait récemment à ce sujet un témoignage essentiel. Nos amis anglais, qui grâce à l'**Intelligence Service** sont les mieux renseignés du monde, considèrent l'Armée Rouge comme une simple façade. Sans doute, l'aviation soviétique semble avoir pour le moment de



bons appareils et des pilotes exercés, mais comment les remplacera-t-elle en cas de conflit? La terrible usure qu'entraînent les conflits modernes trouvera les Soviets en défaut sur tous les points. On nous parle de leurs réserves qui sont pratiquement inépuisables. Mais comment les mobiliseront-ils dans l'état lamentable de leurs chemins de fer? Le rapport du Commissaire du peuple aux chemins de fer est édifiant à cet égard.

« A cet obstacle matériel s'ajoute un obstacle moral qui est encore plus grave. L'ancien empire des tsars a été formé de populations hétérogènes. A mesure qu'elles prennent conscience de leur nationalité, elles supportent plus impatiemment le joug de Moscou. L'autre jour, quand M. Ilia Ehrenburg, le correspondant parisien des *Izvestia*, a parlé de l'unanimité avec laquelle les populations de la Russie s'opposeraient à toute intervention étrangère, nous avons entendu les éloquentes protestations des représentants de l'Ukraine et de la Géorgie. Ils ont rappelé les représailles féroces exercées, surtout en Ukraine, à l'occasion de l'assassinat de **Kirov**, et ils ont solennellement déclaré que, le jour où les Soviets seraient attaqués, la moitié de la Russie se révolterait contre eux.

« Or on peut dire que les Soviets ont 150 millions de sujets, sans compter ceux de guerre, qui sont innombrables à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur. Supposons qu'un jour la guerre éclate entre eux et le Japon, et qu'à la faveur de la mobilisation l'Ukraine proclame son indépendance et fasse appel à la Pologne sur le territoire de laquelle habitent maintenant six millions d'Ukrainiens. Serons-nous tenus d'intervenir? Oui, si nous garantissons à la Russie soviétique ses frontières actuelles. Mais alors nous prenons parti contre l'Ukraine. Il faut relire dans les souvenirs de **M. Noulens**, notre dernier ambassadeur en Russie, le récit des mesures sauvages

par lesquelles les Soviets mirent l'Ukraine sous le joug. « La question de l'indépendance ukrainienne, conclut-il, n'en reste pas moins posée devant l'opinion mondiale. Il est des causes qui ne se prescrivent jamais ».

« Pourquoi nous mettre ainsi au service des Soviets? Ne nous ont-ils donc jamais trahis? **M. Noulens** et le **général Niessel** leur disaient, en Mars 1918, que s'ils ne voulaient plus se battre, s'ils voulaient renvoyer les soldats chez eux, ils pouvaient tout au moins faire grève, ne pas signer de traité avec l'Allemagne. Mais ils étaient trop heureux de nous témoigner le mépris dans lequel ils nous tenaient, nous et le **Président Wilson** auquel ils répondaient, suivant le mot de **Zinoviev**, par « une gifle retentissante ». Quel homme sensé croira que le cas échéant ils n'agiraient pas de même ? »

#### Etat lamentable des chemins de fer soviétiques.

Les « *Izvestia* » du 20 mars publient le décret du nouveau commissaire aux voies et communications de l'U. R. S. S., **Lazare Kaganovitch**, ordonnant de sévères mesures pour enrayer les catastrophes ferroviaires, fléau des chemins de fer soviétiques. Selon les termes mêmes du décret, « les avaries de matériel et les accidents augmentent sans cesse : en 1934, 62.000 (sic!) accidents ont été enregistrés, mais en 1935, leur nombre ne fait que s'accroître encore ; il en a été déjà signalé 7.000 en janvier et 5.000 en février. Au cours de 1934, l'état de délabrement du matériel roulant (7.000 locomotives et 60.000 wagons détériorés, presque hors d'usage) a causé des catastrophes dont le bilan a été 4.500 wagons détruits, des centaines de morts, des milliers de blessés et des pertes matérielles s'élevant à soixante millions de roubles ».

Pour remédier à cet état de choses, le



nouveau Commissaire du Peuple propose de rechercher les responsables. Cette tâche étant pratiquement inexécutable, l'on se demande si l'amélioration des transports en U. R. S. S. est en réalité une chose faisable.

Il est de toute évidence, qu'un pays dont les transports sont aussi défectueux ne peut aucunement prétendre à la puissance, tant politique que militaire. En cas de guerre, la désorganisation des voies ferrées ne manquera pas de provoquer, dès le début, une désorganisation économique générale dans tout le pays sans parler des obstacles qu'elle élèvera en ce qui regarde le transport des troupes, des munitions et le ravataillement de l'armée.

On se rend compte, dans ces conditions, de toute l'importance de la mission imposée à Kaganovitch par les dirigeants soviétiques.

#### La Pologne dénonce la duplicité soviétique.

Le pacte franco-soviétique a été très fraîchement accueilli en Pologne. On veut bien convenir que M. Laval a su prendre les précautions nécessaires pour que son pays ne soit pas trop étroitement asservi à la politique russe, mais on souligne que le texte du pacte débarrassé de ses clauses dangereuses devient inutile.

La *Gazeta Polska* ne croit pas que la Russie puisse apporter à la France la moindre aide sérieuse en cas de conflit, soit militairement, soit économiquement.

De son côté, le *Kurjer Poranny*, organe gouvernemental, publie un fort intéressant article qui précise l'attitude polonaise en face d'un pays dont les visées révolutionnaires font peser une lourde menace sur toutes les nations civilisées.

Le journal souligne tout d'abord que la Pologne a été la première à signer avec l'U. R. S. S. un pacte de non-agression et que cet instrument diplomatique a brisé la chaîne d'isolement qui entourait la Russie rouge. Hélas ! les résultats de ce rapprochement n'ont pas été du tout ceux que l'on espérait.

« Aujourd'hui, écrit le *Kurjer Poranny*, l'opinion polonaise en est venue à se demander si sa confiance n'a pas été accordée prématurément aux Soviets. Ce sentiment de confiance était, en effet, fondé sur la conviction que l'Etat soviétique était sincèrement attaché à l'état de choses établi par le pacte de non-agression et qu'il avait la bonne volonté de maintenir des relations correctes ».

Or, les dirigeants de Moscou ont trahi cette confiance. Bien que parfaitement renseignés sur la situation polonaise, ils ont lancé, en grande série, à travers le monde, des fausses nouvelles tendant à discréditer le gouvernement de Varsovie.

Le *Kurjer Poranny* dénonce ensuite les visées impérialistes des Soviets sur les Etats baltes et les formules juridiques inacceptables proposées par Moscou lors des négociations franco-soviétiques.

« Le malaise suscité par ces agissements, poursuit le journal, se trouve singulièrement accru par la proclamation du Komintern du 1-er mai, document qui couvre d'injures les nations occidentales et dont le style haineux rappelle celui des plus violents pamphlets de l'« époque agressive » du communisme.

Pour faire la paix, le Komintern



a-t-il besoin de maintenir les masses russes dans un état de tension et de crainte, en les nourrissant de mensonges ? Si cela n'est pas indispensable pour la paix, quelles sont les intentions qui inspirent une propagande pareille ? ».

Le *Kurjer Poranny* conclut que de telles contradictions rendent plus que suspecte la bonne foi des diplomates soviétiques.

#### La Belgique s'inquiète.

L'*Etoile belge* publie une déclaration anonyme d'un membre de la commission des affaires étrangères qui exprime des inquiétudes sur les conséquences que le pacte franco-soviétique peut avoir pour la Belgique.

« — Si, dit-il, à la suite d'un incident, sur les rives de la Baltique, le nouveau traité oblige la France à marcher contre l'Allemagne, c'est elle qui devient l'agresseur et les autres signataires du pacte, y compris la Belgique, doivent prendre position contre elle.

Vous voyez où cela peut entraîner la Belgique, dit cette personnalité.

Elle a ajouté, selon l'*Etoile belge*, que cette question sera discutée au Sénat belge et que M. Van Zeeland devra expliquer la politique extérieure qu'il entend suivre.

#### Une voix d'Italie.

L'académicien F. Coppola, l'animateur connu du nationalisme italien, a publié un article dans la *Gazetta del Popolo*, sur le problème des rapports de la Russie avec les puissances occidentales qui n'a pas été sans causer à Rome, dans les milieux diplomatiques, une vi-

ve sensation. Résumons-le en quelques mots.

M. F. Coppola se montre un adversaire résolu de l'alliance russe. A son avis, la France commettrait une grave faute diplomatique; car, même si l'U. R. S. S. dispose de forces importantes, celles-ci représentent un danger pour la civilisation chrétienne et romaine. La Russie rouge symbolise le principe antieuropéen par excellence. Sous aucun aspect, une liaison avec Moscou n'est désirable. Enfin, en ce qui concerne l'Italie, le panslavisme que représente encore la Russie soviétique ne peut que signifier une nouvelle menace sur ses frontières et jusque dans l'Adriatique.

L'article de M. F. Coppola a causé une sensation d'autant plus grande qu'en raison même du régime fasciste de la presse il pouvait être considéré comme exposant une thèse officielle et montrer par conséquent l'Italie animée de préventions et d'hostilité à l'égard du projet d'accord franco-soviétique. Brillant écrivain politique, M. F. Coppola est, en Italie, l'une des rares personnalités auxquelles est conférée la liberté de presse la plus absolue. Mais ses écrits n'ont aucune inspiration officielle. Ils n'ont donc exprimé que son propre sentiment qui est celui d'écarter complètement le facteur soviétique.

M. F. Coppola donne raison dans le fond, sans l'exprimer, à la mission du national-socialisme agissant comme boulevard européen contre l'asiatisme soviétique.

#### L'Allemagne s'irrite.

« C'est un traité d'alliance offensive », déclare le *Völkische Beobach-*



ter, « traité uniquement dirigé contre l'Allemagne, bien qu'on se soit efforcé, à l'aide d'arguties juridiques, de le camoufler. Il apporte un secours au plan fondamental des Soviets, qui reste toujours la révolution mondiale ».

Le *Berliner Tageblatt* note qu'en vertu du dernier paragraphe du protocole franco-soviétique la France s'engage expressément à ne pas intervenir en faveur de la Pologne au cas où elle attaquerait la Russie. Même un secours indirect d'ordre financier ou matériel paraît exclu :

« En Allemagne, cet accord, qui apporte des changements si importants dans le mécanisme des forces européennes, ne causera aucune sensation. Les tendances qui viennent d'aboutir sont évidentes depuis l'époque de Barthou, et la direction de la politique allemande en tient compte. Il s'agit d'une alliance sous un manteau moderne, mais les alliances sont des alliances, avec ou sans crinolines. »

La *Boersen Zeitung* souligne que cette nouvelle alliance militaire cherche à s'appuyer sur des notions que la Société des nations n'a pas réussi

à établir. Elle voudrait être purement défensive, mais, précisément, personne n'est encore arrivé à s'entendre sur la définition de l'agresseur :

« Ce pacte, soi-disant dirigé contre une menace et le danger d'une attaque, constitue lui-même une menace et un danger d'attaque. »

« Il s'agit d'une alliance, écrit la *Correspondance diplomatique*. Le pacte franco-soviétique représente le contraire d'un pacte collectif et falsifie de la pire façon le sens de la convention de Genève :

« A l'avenir, la Société des nations sera exposée à la pression de l'alliance franco-russe, et le conseil devra prendre ses décisions sous cette pression. Il pourra d'autant moins être question de résolutions prises librement que la résistance d'une ou plusieurs puissances à la thèse des alliés entraînerait immédiatement le jeu du mécanisme d'assistance mutuelle sur lequel ils se sont mis d'accord. »

L'organe de la Wilhelmstrasse conclut par un appel aux « puissances qui ont inscrit sur leur bannière l'idée de la paix collective ».

## Les atrocités soviétiques en Ingrie

Il y a quelque quatre ans, au printemps de 1931, le monde civilisé apprenait, non sans une profonde émotion, la vague de terreur déchaînée par les Soviets dans le pays des Ingres. C'est par l'expulsion massive d'Ingres de la province qui entoure Leningrad et de leurs frères finnois des territoires qui s'étendent jusqu'en Sibérie que le monde a connu ce qu'est la question de l'Ingrie, l'un des problèmes les plus

déliçats d'entre ceux qui touchent aux nationalités qui habitent le territoire de la République des Soviets. L'opinion publique du monde a nettement désapprouvé la politique de force des Soviets contre cette petite population tranquille, de langue finnoise qui constitue l'Ingrie. C'est par suite de cette attitude que les expulsions ont cessé. Toutefois quelques 15 % de la population avaient eu le temps d'être exi-



lés et par la suite encore, d'autres cas isolés d'expulsions eurent lieu. En ce moment, la question de l'Ingrie est une fois de plus toute d'actualité. Dans le temps même où à Stresa et à Genève on discutait de la sécurité et de la paix en Europe, où l'on parlait de garanties contre toute violation des traités internationaux, en ce moment même, disons-nous, le gouvernement soviétique recommence une politique de force pour détruire entièrement la population finnoise de l'Ingrie. Selon des renseignements venus de la meilleure source, jusqu'au 10 avril inclus, deux mille familles ont reçu l'ordre d'être prêtes à partir pour un long voyage vers un but inconnu. Une semaine avant Pâques, un millier de familles dut ainsi se mettre en route, probablement vers le Turkestan ou vers la Sibérie, la Mongolie peut-être... Les transports dirigés vers les lieux de concentration continuent et pour Pâques on s'attend à de nouvelles expulsions.

Quel est donc ce peuple d'Ingrie qui s'est ainsi attiré la haine des Soviets?

Autour de Léninegrad sur un territoire de quelques 50 kilomètres de largeur, au sud du golfe de Finlande et de la Néva à partir de la frontière esthonienne jusqu'au sud du lac Ladoga et aussi au nord de la Néva se trouve une population finnoise. Depuis les temps les plus reculés, ce territoire qui jadis s'étendait plus loin vers le sud-est a été habité par des tribus finnoises. Après la paix de Stolbova, en 1617, ce territoire fut donné à la Suède, il entra alors en relations constantes avec la Finlande et sa population est depuis un amalgame de Finnois originaires de Finlande et de religion luthérienne. Selon des statistiques établies en 1917, les Finnois de l'Ingrie comptaient jusqu'à 160.870

âmes se décomposant ainsi : Finnois luthériens — 140.370, Ingres (d'origine carélienne et de religion orthodoxe) — 20.000 et enfin des Valtalaisia orthodoxes — 500 âmes. Le pays était divisé entre ces Finnois d'une part et les Russes d'autre part, les premiers habitant la campagne et les Russes se trouvant concentrés dans les villes, dans la zone des chemins de fer et de la Néva.

Ainsi, après 1617, époque où l'Ingrie était en relations constantes avec la Finlande, l'église luthérienne s'y enracina fortement et la culture populaire y prit un grand essor. C'est bien à cause de cette éducation populaire supérieure que les Ingres-Finnois ont pu, malgré le voisinage immédiat et économiquement dominant de Pétersbourg, se maintenir, et conserver la pureté de leur race et de leur civilisation, sans être submergés par les Russes. Sous la domination des tsars, toute vie nationale intense était évidemment impossible, mais les Ingres purent néanmoins sauvegarder leur religion dans leur propre langue. L'école primaire également était entièrement nationale; l'Ingrie possédait entre autres une école normale d'instituteurs créée en 1863 et un journal de langue finnoise depuis 1870.

La révolution russe fit naître de grands espoirs parmi les Finnois de l'Ingrie. Au début, ils purent créer des organismes économiques et autres pour la gestion de leurs propres affaires. Mais avec l'avènement des bolcheviks, toute leur activité fut interrompue. Le peuple prit même les armes pour reprendre ses droits et sa liberté, mais il échoua après deux ans d'une lutte atroce pendant laquelle toute l'Ingrie ne fut qu'un champ de bataille; en 1920 le pays était entièrement conquis par les bol-



cheviks. Lorsque la Finlande et la Russie conclurent la paix de Tartu, la délégation russe fit cependant avant que de signer ledit traité de paix, la déclaration suivante concernant les droits de la population finnoise de l'Ingrie :

« La délégation russe fait savoir au nom de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie, que la population finnoise du gouvernement de Pétrograd jouira entièrement des mêmes droits et avantages que les lois russes accordent aux minorités nationales. Ceci vise spécialement les points suivants :

La population finnoise susmentionnée a le droit :

de régler librement, dans les limites des lois et des règlements généraux, son instruction et enseignement publics, son administration communale et intercommunale, ainsi que son organisation judiciaire locale ;

de procéder à toutes les mesures nécessaires en vue du développement de son état économique ;

de réaliser les buts susmentionnés au moyen des organisations nécessaires de la représentation et du pouvoir exécutif, lesquelles organisations seront subventionnées sur les fonds publics d'une manière suffisante, conformément aux lois en vigueur ;

de se servir librement de la langue de la population locale pour l'instruction et l'enseignement publics ainsi que pour d'autres affaires de l'intérieur. »

De même que pour les déclarations faites en même temps concernant la Carélie orientale, celles sur l'Ingrie doivent être considérées comme obligatoires pour la Russie, puisque d'el-

les dépendait la signature du traité de paix. Les déclarations concernant l'Ingrie sont tout à fait analogues à celles concernant la Carélie occidentale. Le caractère obligatoire de ces dernières a été démontré de façon indéniable par les sommités du droit international, telles MM. de Visscher, van der Velde, Berlin, Lie, Stael-Holstein et Strupp.

La domination bolcheviste a décrété pour la population finnoise de l'Ingrie les mêmes mesures de terreur que pour les autres minorités nationales de l'Union Soviétique. L'autonomie culturelle qui lui a été promise par le traité de paix ne s'est manifestée que par un enseignement primaire *partiel* en langue finnoise. Mais même cet enseignement a été très réduit et le peuple lui-même n'a pas eu d'influence sur son organisation. L'église luthérienne en Ingrie a subi les pires persécutions. Les églises et les bâtiments des paroisses ont été sequestrés, les églises parfois brûlées, parfois transformées en clubs communistes et là, où il a été permis de célébrer le service divin à l'église, un loyer exorbitant a été demandé à la paroisse. Il est interdit de donner un enseignement religieux quelconque aux jeunes gens au-dessous de 18 ans, même chez soi. Par une surveillance faite à l'école, un contrôle s'exerce sur les enfants pour qu'ils ne puissent rien apprendre à la maison sur la religion. En outre, la division administrative du pays a été faite de telle manière que les territoires habités par les Finnois ne peuvent pas être administrés en quelque sorte par ceux-ci.

La collectivisation de l'agriculture, commencée en 1928, a été spécialement préjudiciable à la population finnoise de l'Ingrie qui appartient à la civilisation occidentale. Mais les auto-



rités l'ont néanmoins mise en pratique avec une brutalité sans exemple. Selon les attestations de réfugiés, faites sous la foi du serment et publiées en 1931 par la presse internationale, le refus d'appartenir à une ferme collectivisée signifie non seulement une surveillance continue par les agents du Guépéou, mais une taxation plus dure, et quand les taxes devenaient impossibles à payer, c'était le camp de concentration et le travail forcé, sans parler de la perte de tout l'avoir de l'agriculteur.

A la fin de 1931, le gouvernement soviétique commença de façon systématique à détruire le peuple finnois de l'Ingrie. Sans jugement aucun, des familles entières, les habitants de villages entiers, furent arrêtés, mis dans des wagons à bestiaux et envoyés en exil dans des mines de Hiipina, dans les montagnes de Kuola, dans la toundra glacée de la Sibérie et en Extrême-Orient. Ces expulsions eurent lieu dans toutes les communes de l'Ingrie, plus particulièrement en Ingrie septentrionale, au nord de la Néva. La grande misère des exilés qui, par des froids arctiques, vivent sous la tente ou dans des baraques sordides, est inimaginable: travail forcé pour tout le monde, même pour les vieillards et les enfants. Quelques-uns ont essayé de s'enfuir, certains ont réussi et c'est ainsi que nous savons que la mortalité, surtout celle des enfants, a été énorme dans ces lieux d'exil. Peu à peu les réfugiés ont pu donner des renseignements sur les personnes expulsées et des listes ont été dressées. On compte que dix-huit mille personnes au moins ont ainsi été expulsées pendant l'année 1931 seulement. En 1932 les statistiques bolchevistes ont donné comme total de la population finnoise en Ingrie le chiffre de 148.268.

Le monde civilisé a appris avec horreur la vérité sur ces expulsions, ce que voyant, croit-on, le gouvernement bolcheviste a interrompu les expulsions. Comment expliquer que ce gouvernement ait ainsi subi l'influence de l'opinion publique? Est-ce que la destruction de la population finnoise de l'Ingrie ne constituait pas pour lui une tâche très importante? Nous sommes obligés de répondre par la négative.

Le nombre des Finnois en Ingrie était avant la révolution au maximum de 160.000 âmes. La population de la ville de Léninegrad était en 1932 de 2.900.000 âmes. Le peuple finnois de l'Ingrie est composé d'agriculteurs et de pêcheurs, de petits fermiers qui cultivent de 2 à 8 hectares de terre. Ni par son nombre, ni par sa puissance économique elle ne peut constituer une minorité dangereuse pour la puissance dominante. Son tempérament tranquille et paisible est démontré par le fait qu'aucun trouble n'est arrivé pendant les tribulations de l'année 1931, celle des expulsions. Un fait survint cependant qu'il est utile de signaler. A la gare de Myllyoja, à 10 kilomètres au nord de Léninegrad, plusieurs centaines d'expulsés étaient concentrés sous la garde de soldats. Ils furent traînés dans les wagons et le train partit. Mais à ce moment le peuple, les exilés et leurs amis à la gare, entonnèrent l'hymne qui est peut-être le plus aimé de ce peuple chrétien, l'ancien hymne de Luther: Notre seigneur est notre forteresse, qui nous protège, c'est lui notre arme et notre bouclier aux époques du danger et de la mort. Le chant fut interrompu par une fusillade.

Peut-être trouve-t-on ici la raison pour laquelle le gouvernement soviétique veut entièrement détruire ce peu-



ple paisible. Une croyance profonde et une éducation populaire supérieure a rendu les Finnois de l'Ingrie très réfractaires aux enseignements bolcheviks, surtout à leur doctrine athée. Cette raison dominante est encore démontrée par le fait que les expulsions les plus récentes ont surtout frappé les personnes qui participaient à la vie religieuse, celles qui allaient à l'église, qui chantaient dans les chœurs, etc. En même temps, il était évident que, ce faisant, les bolcheviks sont à même de détruire une population qui leur est fondamentalement étrangère, et qui, après la terreur qu'elle a subie, pourrait être un élément incertain du point de vue politique.

En tout état de cause, — les raisons données ne constituent pas une défense, tout au contraire, — les expulsions démontrent de la façon la plus sérieuse, le dédain du gouvernement

soviétique pour les principes internationalement reconnus et qui sont à la base de la Société des Nations elle-même. C'est évidemment une question qui n'intéresse directement que la Russie et la Finlande; l'Union Soviétique en détruisant jusqu'à l'existence physique de la population finnoise de l'Ingrie détruit à tout jamais toute possibilité de lui donner l'autonomie culturelle solennellement promise par le traité de paix entre les deux pays. Mais la mise à mort d'un petit peuple paisible et la persécution religieuse qu'il subit semblent devoir mettre en danger la confiance des autres états en la bonne volonté du gouvernement soviétique et surtout en sa volonté de remplir ses engagements comme membre de la Société des Nations, engagements basés sur les principes de justice et d'humanité du Pacte.

R. K.

## Le congrès turco-tartare d'Extrême-Orient

*De notre envoyé spécial.* — Le Congrès des organisations tartares de l'Idel-Oural en Extrême-Orient a clos, tout dernièrement, ses travaux. Ces organisations et comités sont l'oeuvre au Japon de Ayas bey Ishaki, principal rédacteur du *Yeni-Milli Yol* et chef du mouvement d'indépendance parmi les Tartares de l'Idel-Oural. Le nom d'Ayas ben Ishaki est suffisamment connu dans le monde turk en tant qu'homme politique, publiciste et fondateur de nombreux périodiques à Kazan, avant la révolution de 1917. Ayas bey a passé toute sa vie à lutter dans

le domaine national; à la tête de la population tartare de l'Idel Oural, il incarne toute une époque, il est le représentant et le chef du nouveau mouvement, nettement national qui trouva son expression dans le parti « Outchak ». Les membres de ce parti, formé en majeure partie de jeunesse portaient le nom de « Outchaktchilar ». Il est tout naturel que ce mouvement essentiellement national dégénérât en mouvement séparatiste après la révolution, ses membres luttant pour l'indépendance de l'Idel-Oural.

Depuis longtemps déjà Ayas bey



était parti pour l'Extrême Orient, pour le Japon en particulier où était venue se réfugier la masse de l'émigration tartare. Le terrain ainsi préparé, Ayas bey se mit en devoir d'organiser des « Comités culturels turko-tartares » dans les différentes villes du Japon. Ces Comités ainsi formés se réunirent en Congrès et choisirent Ayas bey comme président permanent.

Son travail d'organisation terminé, Ayas bey, en dépit des intrigues et des obstacles semés sur sa route par les milieux russes, blancs, noirs ou rouges en Extrême-Orient, décide de se rendre en Mandchourie. Il visite Moukden, Kharbine, Khaïlar et quelques autres grands centres et, avec son habituelle énergie, Ayas bey organise des conférences, rédige des rapports et expose devant ses compatriotes émigrés l'aspect des problèmes historiques liés à l'idée du mouvement national de l'Idel-Oural; il les met au courant des travaux et de l'activité des organisations nationales des peuples amis de Turkestan, du Caucase, de Crimée, de l'Ukraine; il leur dépeint sous de vives couleurs toute la force, la puissance de ce mouvement qui représente cent millions d'individus luttant pour sa liberté, pour son indépendance. Les représentants du Caucase, du Turkestan, de la Crimée et de l'Ukraine qui habitent la Mandchourie réservèrent un accueil des plus enthousiastes à Ayas bey et lui présentèrent leurs vœux de réussite dans l'oeuvre d'indépendance entreprise en faveur du peuple ami de l'Idel-Oural.

De toutes parts des invitations furent adressées à Ayas bey; des réunions, des conférences furent organisées, des pièces furent jouées en son honneur et toute cette activité eut pour résultat la création parmi les musulmans de Mandchourie, de Comités

culturels turko-tartares qui s'empresèrent de mettre en ordre les affaires nationales de l'émigration. C'est alors que les organisations ainsi créées au Japon et en Mandchourie décidèrent la convocation d'un Congrès turko-tartare musulman d'Extrême-Orient. Il eut lieu à Moukden le 4 février dernier; tout un programme des travaux ultérieurs y fut élaboré en même temps qu'il s'occupa du perfectionnement de ses organisations.

Ainsi qu'il ressort du Bulletin officiel en notre possession, le Congrès fut solennellement ouvert en présence également des musulmans chinois et mongols qui félicitèrent le Congrès et lui adressèrent leurs meilleurs vœux. Ouvrant la séance, le président de toutes les organisations culturelles de l'Idel-Oural, Ayas bey Ishaki, prononça un long discours, traduit ensuite en japonais dans lequel il indiqua les buts et les obligations des Turko-Tartares. Aussitôt après, il fut donné lecture de 130 télégrammes de félicitations reçus par le Congrès, parmi lesquels ceux du club « Prométhée », de l'organisation ukrainienne du Mandchoukouo, du journal ukrainien, de l'organisation ukrainienne de la Jeunesse, des musulmans chinois de Kharbine, etc.

De son côté le Congrès envoya des télégrammes de félicitations à S. M. l'Empereur du Japon, à S. M. l'Empereur du Mandchoukouo, au Président de la République de Turquie Kemal Ataturk, à S. M. le Chah de l'Iran, à S. M. le Roi d'Afghanistan, à S. M. le Roi d'Egypte, etc. En outre un télégramme fut envoyé au Front unique du *Prométhée*.

Au cours des travaux, un plan d'action fut élaboré. Il convient de signaler que les représentants de l'Idel-Oural en Extrême-Orient travaillent non seulement pour leur cause, mais aus-



si pour celle des peuples amis du Turkestan, du Caucase, de Crimée et de l'Ukraine. Dans les Bibliothèques qui ont été fondées à Tokio, l'on peut voir à côté de leurs publications et ouvrages, ceux des autres peuples. Nous fé-

licitons de tout coeur nos amis de l'Idel-Oural et leur souhaitons plein succès dans l'oeuvre sacrée qu'ils ont entreprise.

A. A.

## Joussouf bey Aktchoura Oghlou

En la personne de Youssouf bey Aktchoura Oghlou, la communauté politique a perdu l'un des collaborateurs les plus actifs de la révolution nationale. Feu Youssouf bey se distinguait non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans la vie culturelle de la Turquie. Avant que de parler de son activité politique nous nous arrêterons sur son activité dans le domaine culturel. Youssouf bey Aktchoura et Zia Göğ Alp furent les premiers qui jetèrent les bases de l'étude scientifique de la vie sociale turque sous tous ses aspects. Tous deux, Zia Göğ Alp d'abord et Youssouf Aktchoura Oghlou ensuite, furent l'incarnation même du sentiment national. Leur zone d'influence ne se limite pas à la seule Turquie, ils firent sentir leur influence morale sur les hommes politiques et sur les publicistes des autres peuples turks. Leur principal mérite consiste en ce qu'en Turquie la science positive ne tarda pas à se faire sentir et dès lors, ils se mirent à élaborer les conditions et les bases de la philosophie contemporaine.

La réaction noire de l'époque d'Abdul Hamid, (fin du XIX<sup>e</sup> et début du XX<sup>e</sup> s.) était loin d'être favorable à l'esprit progressif et à la critique politique. Dans la compréhension, de cette époque, les éléments de la mystique

et de la philosophie sophistique aussi bien que de la romantique et de la littérature commencèrent à prendre le dessus. Le défunt, en collaboration avec Zia Göğ Alp se donna pour tâche de lutter pour le triomphe de ces idées. La Turquie hamidienne se souciait peu de créer ou d'éveiller de nouvelles conceptions. La domination du despotisme religieux reflétait l'une des formes les plus caractéristiques du khalifat. A l'époque, la science, si l'on peut ainsi s'exprimer, cédait le pas à la théologie. Toute manifestation de la liberté de pensée était considérée comme un acte antireligieux et immoral. Or, les éléments progressifs, les écrivains, les philosophes, tels Abdoul Hak Hamid, Riza Tofik, Namiik Kemal, ainsi que les hommes politiques se distinguaient par de fortes tendances vers le romantisme. Le moins qu'on puisse dire, c'est l'absence en eux du positivisme des temps les plus modernes. Ces chefs du mouvement national turk étaient des idéalistes de l'ancien temps, des élèves du romantisme moyenâgeux, non d'un romantisme national, mais religieux, islamite. Le réalisme qui avait donné une impulsion de progrès à l'Europe, n'avait pas encore fait sentir son effet sur la vie elle-même. En faisant une caractéristique aussi succincte de ces chefs, l'on peut dire avec



certitude qu'ils étaient loin d'un réalisme scientifique quelconque aussi bien que d'une critique philosophique. Ce qui apparaît clairement, c'est que dans les travaux de ces hommes d'élite le romantisme avec son idéalisation de la liberté politique occupait la première place. Mais l'ère du réalisme aussi bien en philosophie qu'en politique devait inévitablement venir. Ce n'est qu'au début du XX siècle que l'opposition commença à paraître, sous une forme assez timide, il est vrai, opposition dirigée contre la réaction et les romantiques. A la tête de cette opposition, on peut citer feu Ahmed Riza bey, Zia Göğ Alp et quelques autres hommes politiques jeunes-turcs. Le premier d'entre eux, Ahmed Riza bey, osa nier la métaphysique et se mit à propager l'idée des rapports scientifiques à l'égard de la réalité. La réaction abdul-hamidiennne prit des mesures draconiennes contre ce mouvement spirituel progressiste qui, de Paris, son berceau, passa ensuite en Turquie.

Sous l'influence des progressistes de cette époque, des partis politiques se forment, parmi lesquels le parti jeune-turc. Ces partis se donnent pour but de renverser le régime despotique d'Abdul Hamid pour former ensuite sur les ruines de la Turquie moyenâgeuse, l'Etat actuel avec un régime démocratique. Avec l'appui de l'armée, les Jeunes-Turcs déclenchent la révolution, mais ils la canalisent de façon à ne pas la laisser déborder hors des limites qu'ils lui avaient assignées. Transformés, de persécutés qu'ils étaient, en véritables maîtres, les Jeunes-Turcs réprimèrent de toutes leurs forces les tentatives en vue d'élargir cette révolution qui, selon eux, aurait pu les entraîner beaucoup trop loin.

Les Jeunes-Turcs s'étaient figuré

qu'ils étaient devenus désormais libres, qu'ils pouvaient maintenant relever le prestige de la Turquie, à l'intérieur, comme à l'extérieur. Il ne leur était point venu à l'idée que la tâche la plus difficile n'était justement pas encore résolue, c'est-à-dire, comment donner une base solide et une forme répondant aux circonstances à la liberté qui venait d'être conquise. Toutes les particularités qui caractérisaient les Jeunes-Turcs et leur manque d'éducation politique apparurent alors. Il convient de remarquer que les chefs même du mouvement souffraient de ces lacunes dans leur éducation politique. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, la Révolution turque de 1908 n'était pas nationale, mais politique. Et quant à la révolution sociale, il serait puéril d'en parler. Du turquisme — point; il était inconnu. Le drapeau de l'ottomanisme flottait sur les édifices publics de Turquie et une propagande en sa faveur se faisait sous ses plis dans les coins les plus reculés de l'Anatolie. N'empêche que dans cette mosaïque hétérogène que représentait l'empire ottoman, la question des nationalités se faisait sensiblement sentir; les uns demandaient l'autonomie, les autres la séparation complète.

Le peuple turc, lui-même, n'avait aucun idéal national. C'est à ce moment que parut Youssouf bey Ak-tchoura Oghlou avec sa propagande de turquisme parmi les Turcs. C'est dans ce but qu'avec un petit groupe de partisans de cette idéologie il fonda le journal *Turk-Urdou* dans lequel il propagea avec flamme l'idée nationale turque parmi les Turcs eux-mêmes, leur suggérant que le noyau de l'Etat et de l'empire ottoman était constitué par les Turcs et non par les musulmans. Déjà, dès 1904, c'est-à-dire



avant la publication du *Turk-Urdou*, feu Youssouf bey écrivait dans le journal *Turk*, paraissant en Egypte, un article intitulé « Politique de trois sortes » et dans lequel il prêchait nettement l'idée de turquisme dont il fut le véritable apôtre, le créateur dudit mouvement.

Youssouf bey Aktchoura Oghlou était originaire de l'Idel-Oural d'où, chassé par le régime tsariste, il émigra en Turquie. Ici encore il eut à souffrir des rigueurs du gouvernement du khalife et il fut obligé de quitter ce pays où il ne devait revenir qu'après la chute d'Abdul Hamid.

Le champ de son activité ne se limita pas du reste à la seule Turquie : il fut aussi l'idéologue de musulmans de l'empire des Romanov. Au cours de la Grande Guerre, il habita la Suisse où il ne cessa, avec les représentants des autres peuples opprimés, de réclamer la liberté nationale pour les Turks de Russie.

Le rôle de Youssouf bey fut grand également dans le mouvement du kémalisme. Il était convaincu qu'il ne pourrait réaliser son rêve que dans un Etat turk, vraiment libre. C'est pourquoi, dès les premiers jours de la guerre, il adhéra, sans hésitation, au mouvement de l'Ata-Turk et y prit une part très active.

Le défunt fut l'un des hommes politiques les plus actifs de la Turquie contemporaine, mais son rôle ne s'en tint pas là, et son activité en tant que travailleur culturel fut des plus considérables. Ce travail culturel, il le poursuivit jusqu'aux derniers moments de sa vie; sa participation dans les commissions pour l'étude de la langue turke, de l'histoire turke, est inestimable.

En la présence de Youssouf bey Aktchoura Oghlou les peuples turks ont perdu un grand chef et un maître. Lorsqu'il se lança dans la voie très large de son travail national, Youssouf bey ne vit autour de lui que quelques partisans. Aujourd'hui, des centaines de milliers de ses disciples continueront son oeuvre. Le cadre de notre article ne permet pas de donner une appréciation complète de l'oeuvre du glorieux apôtre du turkisme : des livres entiers lui seront un jour consacrés.

En ce moment, ce n'est pas seulement la Turquie qui pleure Youssouf bey, mais aussi tous les peuples turks qui souffrent du joug bolchévik.

A l'apôtre du turkisme on élèvera un jour des monuments non seulement à Ankara, mais aussi dans les autres villes du vieux pays turk, à Bakou, Kazan, Samarkande, etc.

*Dr Mir Yacoub.*

## Armée ukrainienne

(Suite)

Le matin, le kich des haïdamaks commença l'offensive vers la gare centrale de Kiev, offensive très difficile, car des maisons de la rue Bezakovska des coups de feu étaient tirés sur les haïdamaks. Devant la gare les mitrail-

leuses ennemies entrèrent en action et peu après, des coups de canon partirent des trains blindés. Une batterie de haïdamaks s'étant mise en position au coin de la rue Timofeïvska et du boulevard de Bibikov, ouvrit le



feu sur la gare. Après une demi-heure qui fut assez chaude les haïdamaks s'emparèrent de la gare, mais l'avance vers les ateliers du chemin de fer présentait des difficultés, car les communistes, cachés derrière le balast et derrière les wagons se défendaient âprement, causant des pertes sérieuses dans nos rangs. Deux trains blindés ennemis faisaient la navette et empêchaient nos lignes d'avancer. Chaque train était muni de huit mitrailleuses. Notre canon installé sur la place, devant la gare, ne pouvait tirer, car le bâtiment de la gare couvrait les lignes du chemin de fer, ce que voyant, on chargea le canon sur les épaules et on l'installa dans la salle d'attente de première classe où on le posta en face de la fenêtre qui donnait sur le quai. Aussitôt que le train blindé apparut devant la fenêtre, le canon tira à travers la fenêtre et l'obus éclata dans le wagon ennemi. Nos grenades par contre jetées par nos hommes ne causaient aucun dégât aux trains blindés. Mais le tir à travers la fenêtre eut pour résultat de faire reculer les trains blindés vers Poste-Volynsky ce qui donna la possibilité à nos troupes d'avancer et d'occuper définitivement les ateliers du chemin de fer après un vif engagement. Les communistes furent dispersés; dans la soirée, les haïdamaks furent relevés à la gare de Kiev par un détachement de légionnaires polonais qui s'était formé, à l'époque, à Kiev, et qui se composait de jeunes gens, la plupart des étudiants.

Au quatrième jour de cette lutte pour Kiev, il arriva ce que l'état-major du kich des haïdamaks avait prévu: l'armée rouge sous les ordres de Mouraviiov s'approcha des ponts sur le Dnieper, rejeta nos avant-postes qui n'avaient pas eu le temps de les faire

sauter et occupa Petchersk. Libérant les prisonniers que nous avions enfermés dans l'arsenal, Mouraviiov les arma et compléta ainsi les rangs des rouges.

Dès ce moment, une nouvelle phase de lutte acharnée pour Kiev, cette fois dans la ville même, commence.

L'autorité de Simon Petlura avait pris de telles proportions que presque tous les détachements de combat, par la force des circonstances, se placèrent sous ses ordres. L'état-major du kich des haïdamaks devint le centre des opérations et ses ordres étaient exécutés par tous les détachements.

Toute l'attention de l'état-major du kich des haïdamaks était dirigée sur Petchersk où se trouvaient les 10 ou 12.000 communistes de Mouraviiov.

A l'époque de la grande guerre, aux alentours de Kiev le commandement russe avait installé des points de formation d'unités d'artillerie pour le front sud-ouest: à Brovary, par exemple (à 20 kil. de Kiev dans la direction nord-est), s'opérait la dislocation des unités d'artillerie lourde, à traction mécanique, qu'on recevait d'Angleterre; à Poste-Volynsky, et même à Kiev, à Petchersk, plusieurs régiments d'artillerie de réserve furent concentrés pour compléter les armées du front dans plusieurs casernes de Kiev et de ses faubourgs, dans les gares stationnaient les artilleurs de l'armée russe qui devaient être dirigés à l'intérieur de la Russie. Tous ces artilleurs étaient d'origine russe et se montraient très disposés à secourir l'armée de Mouraviiov qui était pour eux en premier lieu — l'armée russe. Finalement plus de 150 canons lourds de 105 et de 155, ainsi que de 75 mm. furent pointés vers la capitale de l'Ukraine.

Les forces ukrainiennes à l'époque



ne comptaient que quelque cinq mille hommes n'ayant en tout et pour tout que deux batteries de 75 mm. En ce qui concerne la situation générale dans d'autres parties de l'Ukraine, il en sera parlé plus loin.

Or, toutes les forces disponibles ukrainiennes furent dirigées vers Petchersk. L'état-major du kich des haïdamaks décida de ne pas laisser tomber de ses mains l'initiative du combat et d'attaquer sur le champ les communistes de Mouraviov. L'offensive commença par la rue Aleksandrovska dans la direction de l'arsenal où elle rencontra l'avance de Mouraviov. La première rencontre eut lieu dans le parc Mariïnsky. Malgré la supériorité numérique des rouges qui étaient presque trois fois plus nombreux que nous, les détachements ukrainiens, en particulier les haïdamaks et le régiment de Nalyvaïko, attaquèrent les rouges à la baïonnette, mais la bataille prit fin sans donner l'avantage à personne. Les lignes ennemies se trouvaient à une distance de 50 mètres; vers le milieu du jour l'artillerie lourde située à Brovary et à Darnitza commença à bombarder Kiev; ce fut ensuite le tour des canons bolcheviks situés à Poste-Volynsky. Le bombardement de Kiev se prolongea tard dans la nuit. Pendant ce premier bombardement plus d'un millier de gros obus tombèrent sur la ville. Dans plusieurs endroits les maisons flambaient. Ce bombardement ne causait pas de ravages parmi nos troupes, mais la population civile en souffrit. Pendant la nuit le bombardement cessa, mais aux positions, la fusillade dura toute la nuit.

Le matin du cinquième jour les rouges commencèrent l'offensive, principalement par la rue Aleksandrovska. Avec l'appui de leurs autos blindées et de leurs canons, les rouges forcè-

rent nos troupes à reculer vers les jardins Koupetzky. Nos hommes se battirent avec acharnement, mais ils furent forcés de battre en retraite, par un froid de 20°. Dans les allées et sur les gazons couverts de neige du superbe parc Mariïnsky de nombreux ukrainiens trouvèrent la mort. Dans le même temps les rouges prenaient la rue Bankovska, sans réussir toutefois à occuper la banque d'Etat.

L'après-midi les rouges commencèrent leur avance du côté de l'hôpital militaire, vers Bessarabka. Les gares Centrale et de Marchandises furent de nouveau reprises par les ouvriers communistes. Le développement de cet encerclement fut coupé net par un groupe ukrainien nouvellement formé sous les ordres du gén. Prissofsky, mais les trains blindés ennemis stationnant à la gare de Marchandises avaient entièrement anéanti par le feu de leurs canons les casernes du 1er régiment de cavalerie ukrainien. En même temps sur le Podol des bandes nombreuses réapparurent et voulurent pénétrer au centre de la ville par la rue de Lvovska près du monastère Pokrovsky, mais les légionnaires polonais qui occupaient ce secteur firent reculer ces bandes.

Le bombardement de Kiev recommença. Les obus tombaient sur les églises millénaires de notre capitale. Depuis les temps d'André Bogolubsky, Kiev n'avait pas vu une telle dévastation.

L'armée rouge avec l'aide des communistes russes à Kiev encerclait l'armée ukrainienne qui défendait le centre de la ville, ce que voyant, on décida d'évacuer la ville. Le gouvernement ukrainien, les membres du Parlement National, les institutions gouvernementales sous l'escorte des Sit-



chovi Striltzi se retirèrent vers Jitomir.

Malgré la supériorité numérique l'armée rouge n'obtint point ce jour-là le succès désiré. Nos hommes repoussèrent toutes les attaques des rouges. Il est naturel, que nos trois batteries postées sur la place de Ste-Sophie ne pussent riposter aux canons ennemis, leur rôle consistait avant tout à secourir notre infanterie.

Le matin du sixième jour, l'ennemi attaqua de nouveau. Simon Petlura décida de tenir la ligne des rues Krechtchatyk-Vassilkovska. La pénurie en hommes dans quelques endroits de notre front fut cause que des groupes bolcheviks pénétrèrent à l'arrière, mais ils furent anéantis par nos réserves, pourtant bien modestes.

Le bombardement intense était devenu insupportable. Des milliers d'obus éclataient à présent sur la ville; les maisons brûlaient; beaucoup d'édifices ne présentaient plus que des ruines sous lesquelles disparaissaient les habitants.

Les troupes ukrainiennes auraient pu à n'en pas douter défendre encore quelques jours cette ville de Kiev, mais elles n'étaient pas en mesure de rejeter les rouges hors de la ville, surtout si l'on considère que la population de Kiev était déjà à bout de ses souffrances à cause du bombardement; c'est alors que l'état-major du kich des haïdamaks décida de donner l'ordre de quitter la ville. Dans la nuit du 7 au 8 février 1918 (vieux style), les troupes ukrainiennes sortirent à 22 heures de Kiev pour se concentrer près de Sviatochine (10 kil. de Kiev).

Au-dessus de Kiev on voyait la lueur rouge des incendies et l'on entendait encore les coups de canon.

Epuisés, mais pleins d'espoir en la victoire définitive, les soldats ukrainiens se retiraient en bon ordre vers Sviatochine.

Général Udoviczenko.

(A suivre).

## Lapolitique extérieure de l'U.R.S.S.

Le correspondant de la *Neue Freie Presse*, l'ingénieur Nicolas Basseches a adressé de Moscou la correspondance suivante à son journal, sur la politique extérieure de l'U. R. S. S.:

« Les protocoles qui ont été signés après le voyage du ministre français du Commerce Marchandeau constituent un instrument diplomatique qui a, en ce qui concerne les rapports franco-russes, la même portée que les arrangements sur lesquels s'établirent autrefois, entre Rapallo et le traité de Berlin, les rapports germano-rus-

ses de cette période. Le protocole sur la reprise imminente des négociations sur le traité de commerce est destiné à apporter une base économique qui manque encore aux rapports politiques. Il est certain que grâce à ces deux protocoles le Quai d'Orsay prend la succession de la Wilhelmsstrasse. Aucun des deux partenaires, pas Moscou tout au moins, ne cherche une alliance militaire. Cependant, jusqu'au voyage de Laval à Rome, les rapports diplomatiques avaient pris une tournure telle que si l'Allemagne et la Pologne rejetaient



définitivement le pacte oriental, les relations franco-russes aboutiraient, sans arrangements spécieux, à une véritable alliance. Ainsi les rapports avec la France deviennent de plus en plus intimes. En même temps la presse soviétique signale un autre changement notable dans la politique extérieure soviétique. L'Italie a été le premier Etat à renouer les relations avec les Soviets, a été la première grande puissance européenne qui reconnut les Soviets *de jure*, le seul pays qui, au cours des dix dernières années, n'eut pas le moindre incident avec les Soviets. D'après un accord tacite la presse soviétique avait toujours évité de critiquer l'Italie. Or depuis ces dernières semaines de violentes attaques se font jour fréquemment contre Rome. Dans cet ordre d'idées la presse soviétique observe aussi une réserve curieuse envers le voyage de Laval à Rome, et il apparaît clairement que la diplomatie des Soviets ne suit pas de bon coeur les négociations de Rome. Les arrangements coloniaux entre la France et l'Italie intéressent peu Moscou. Quant à l'Autriche, le Kremlin a toujours observé la plus grande réserve.

Mais si Moscou craint et évite les complications européennes, elle a autant de méfiance pour une Europe qui serait unie. Les Soviets pensent qu'une Europe unie risquerait toujours de faire front contre les Soviets. Malgré toutes les expériences de la politique, l'idée d'une possibilité d'intervention n'a jamais cessé complètement de hanter les esprits chez les Soviets. Bien que sur bien des points la doctrine de Moscou soit devenue plus modérée, elle n'en persiste pas moins à admettre que la victoire des idées communistes doit sortir des antagonismes, que l'on dit irréductibles, entre puissances dites « impérialistes ». La presse soviétique a exprimé ouvertement ce qui ne lui plaisait pas dans les accords de Rome, et c'est ce

qui explique jusqu'à un certain point l'attitude froide qu'elle a prise brusquement à l'égard de Rome.

La Russie craint que les accords de Rome ne puissent faire ressusciter le pacte à quatre. Au cas où il apparaîtrait que ces appréhensions seraient fondées, il pourrait en résulter un changement de front dans la politique extérieure de la Russie, naturellement pas contre Paris, mais il est possible qu'une des voies menant à Paris passât de nouveau par Varsovie, malgré la voie directe qui existe maintenant entre les deux métropoles. Il ne faut pas oublier que le rapprochement polono-soviétique a précédé le rapprochement franco-soviétique, ni que lorsque les rapports franco-russes devinrent plus intimes, le partenaire polonais chercha à prendre de l'écart. Pour Varsovie deux considérations entraient en ligne de compte, à savoir que des rapports intimes franco-russes diminuent la valeur de l'amitié polonaise pour la France, d'autre part qu'il est important pour la Pologne d'avoir des rapports satisfaisants avec son grand voisin rouge, mais sans que ces rapports prennent un caractère d'intimité particulière. En dehors de certains événements intérieurs de la Pologne et d'une certaine déception économique du côté de la France, le pacte à quatre joue aussi un rôle important. Maintenant il arrive que l'union des Soviets et la Pologne ont pris en même temps une attitude hostile au pacte à quatre. On perçoit déjà des indices d'un nouveau rapprochement polono-soviétique.

Aussi Moscou cherche à faire passer la ligne politique Moscou-Paris par Varsovie, la politique du Kremlin essaie également de faire passer cette voie par la Petite-Entente. C'est surtout avec la Tchécoslovaquie que l'on songe à établir une coopération diplomatique. Cette opération serait facilitée par l'intérêt que l'opinion tchécoslovaque montre à l'égard de la Rus-



sie soviétique. La Tchécoslovaquie vient de découvrir, pour ainsi dire, la nouvelle Russie. D'autre part les Soviets ont cherché à renforcer cet intérêt. C'est sur l'initiative de Moscou qu'une délégation des représentants de la presse tchécoslovaque a été invitée à se rendre en Union Soviétique où elle a été reçue avec une cordialité toute particulière...

Pour les Soviets le panslavisme est mort aujourd'hui. Le grand Empire d'Orient ne deviendra plus jamais panslave, et cela non seulement pour des raisons d'idéologie communiste, mais aussi parce que des changements trop profonds sont survenus dans la structure intérieure de l'ancienne Russie. Pour cette nation de langues et de races multiples que l'on veut créer en Russie, toute idée panslave qui serait soutenue par Moscou ferait l'effet d'un explosif intérieur. Mais il semble cependant que Moscou ne ferait aucune objection si la Tchécoslovaquie voulait être un peu panslave. On laisserait volontiers la Tchécoslovaquie assumer le premier rôle parmi les puissances

slaves, ce qui serait un moyen de coopérer de plus près à la politique européenne, de cimenter la voie Moscou-Paris...

On peut s'attendre d'ici peu à une activité particulière de la politique extérieure des Soviets. La Russie des Soviets a des appréhensions, tant du côté de sa frontière occidentale que de sa frontière orientale. A l'Est elle veut prendre des garanties par un traité avec l'Amérique. A l'ouest les rapports franco-russes sont destinés à lui apporter cette garantie de sécurité. On peut prédire que les entretiens entre Paris-Rome-Londres seront bientôt suivis de pourparlers entre Moscou, Rome et Paris, dans lesquels les Soviets essaieront de faire triompher leur point de vue sur l'ordre européen. Ce point de vue peut se résumer ainsi: empêcher des explosions de se produire en Europe, mais éviter de laisser surgir un groupement quelconque de puissances susceptible d'être l'embryon d'un bloc européen sans la Russie soviétique. » (*Neue Freie Presse*, 23.I.)

## Elections soviétiques

Dans le temps même où siégeait le 8-me congrès des soviets en Azerbaïdjan, le tribunal suprême de la République soviétique socialiste d'Azerbaïdjan jugeait deux personnalités soviétiques : MM. Kornéev, président de la section d'organisation du soviet de Bakou et Sapogov, reviseur de cette section. Il s'agit de deux travailleurs responsables, occupant des postes de commandement dont l'affaire est en connexion étroite avec le congrès des Soviets qui siégeait précisément en ce même moment. On trouvera plus loin ce qui a été fait pour donner une force plus légale à ce même

Congrès du fait que les accusés prétendaient qu'il était illégal.

Au pays des Soviets, plus particulièrement dans les régions colonisées comme en Azerbaïdjan, le mot « légal » n'a aucune importance; dans ces pays malheureux et subjugués, tout ce que font les Russes est « légal »; par contre tout ce que font de légal les habitants du pays même est « illégal ». C'est là l'ordre des choses établi, la règle internationale commune.

Kornéev et Sapogov sont les organisateurs des dernières élections, ceux qui les ont dirigées. Déjà avant l'ouverture du



Congrès ils ont déclaré que 30,9% seulement du prolétariat ayant le droit de vote prenaient part aux élections. Ils en vinrent donc à conclure que les élections étaient irrégulières et, conséquemment, illégales, puisque 1/4 seulement de ceux qui avaient le droit de vote y prenaient part. Mais qu'importe, nous le répétons, dans cette question, l'on ne saurait parler de légalité.

Qui sont donc ceux qui ont le droit de vote actif et passif ? Nul n'ignore que seuls, ont le droit de vote, les travailleurs de choc de l'industrie pétrolière et les paysans des kolkhoz ; c'est pourquoi nous ne saurions affirmer jusqu'à quel point sont valables des élections auxquelles 90% de la population ne prennent aucune part. Et sait-on aussi comment se font les élections de ce « prolétariat urbain et rural » ? Voici tout simplement la manière d'opérer : on lui propose une liste de candidats et il lève silencieusement la main ; il la lève parce que dans le cas contraire, il se verrait privé du droit de vote, du droit de recevoir des produits de première nécessité, de sa ration. Il est possible que l'importance de la ration ait diminué ces derniers temps, mais par contre celle des appointements a augmenté. Or, ne reçoivent ces appointements que les « connaisseurs », c'est-à-dire que les salaires ne sont pas payés en tant que rétribution pour un travail donné, pour une tâche, car ce serait là un principe bourgeois ! La plus grande partie des ouvriers sont des gens dépourvus de tous droits qu'on oblige à travailler pour les pharaons rouges. N'ont le droit à la ration que les membres du parti communiste et les « connaisseurs », se trouvant à Bakou, parmi lesquels 90% sont des Russes. C'est là l'appui du pouvoir d'occupation et 70% des gens de cet « appui », selon M. Kornéev, n'ont point voté.

Des rapports appropriés avaient déjà été présentés en octobre 1934 au prési-

dent du soviet de Bakou et communiqués ensuite à la presse par MM. Kornéev et Sapogov. Il ressort de ces rapports que trois ou quatre mois avant les élections, 38,2% seulement des ouvriers et paysans appelés à prendre part aux élections fréquentaient les réunions préparatoires et qu'aux élections 30,9% se présentèrent.

Dès le 21 octobre 1934, le *Bakinski Rabotchi* faisait savoir que sur la proposition du président de la Commission de contrôle du parti communiste, MM. Kornéev et Sapogov étaient exclus du parti comme « trotskistes et menteurs ».

Mais est-ce bien vrai ce que dit cette commission, et pourquoi les deux exclus sont-ils trotskistes et menteurs ?

Nous savons que depuis longtemps le « prolétariat de Bakou » boycotte ces « élections » et ces « Congrès » ; les journaux de Bakou l'ont, du reste, très nettement écrit au mois d'août 1934. A cette époque, la voix du prolétariat de Bakou n'avait pas encore été entendue. Nombreuses en sont les raisons sur lesquelles nous ne nous étendrons point ici. La raison principale en est que les ouvriers sont fatigués de ces « élections », de ces « Congrès », qu'ils en ont assez. A quoi bon tout cet attirail où il ne peut défendre sa propre vie. La situation ne faisant qu'empirer, l'obligation, des mois entiers, d'attendre que lui soient versés ses salaires, l'existence par elle-même de plus en plus difficile ne sont-ce là des raisons suffisantes, raisons que nul n'ignore, mais que lui, ouvrier ou paysan, n'a pas le droit de faire connaître au Congrès pas plus que ses besoins ; il devra donc se « contenter de ce qu'on lui donne et se réjouir de la manière dont on le traite ».

Il fut un temps où l'unité des travailleurs, leur nombre, lui permettaient d'espérer ; il subsistait encore des « survivances du régime bourgeois ». Il croyait qu'à l'époque du « régime bourgeois », sa lutte



contre le capitalisme, guidée par ce centre de dictature du prolétariat lui donnerait la maîtrise économique, sociale, voire même politique et un rôle à jouer dans l'Etat, qu'il serait véritablement le maître de la situation, mais l'expérience a montré jusqu'à quel point ces espoirs étaient vains. Les syndicats ouvriers en temps de la « dictature prolétarienne » ont amené l'ouvrier à n'être plus qu'une machine, parce que Lénine lui-même, a dit que si l'ouvrier reste renfermé en soi, il cesse d'être communiste. L'année dernière, les syndicats ouvriers ont été en partie liquidés, en partie inclus dans les organes du pouvoir et, de ce fait, ils ont perdu toute influence. Il n'est plus resté à la disposition de l'ouvrier que la résistance passive et le boycottage silencieux.

Il n'est du reste, un secret pour personne, que de tous ces Congrès rien n'en sort au point de vue pratique. Dans les réunions, au cours de la campagne électorale, les orateurs communistes vantent les actes du pouvoir et si quelqu'un ose critiquer ces actes, il est aussitôt inscrit dans

la liste noire et n'est plus désigné que sous les appellations de « nationaliste », de « chauvin », de « déviateur » d' « opportuniste », etc. Le lendemain, il est déjà dans les mains du Guépéou.

Au cours de l'une de ces réunions, un ouvrier azerbaïdjanien ayant demandé que les discussions se poursuivissent en turk fut arrêté; il en fut de même d'un Russe pour avoir dit: « Voilà 16 ans que vous nous promettez monts et merveilles et, jusqu'à présent, nous n'avons pas même de bains pour nous laver ».

Est-il besoin de dire que le parti communiste est lui-même très content lorsque les ouvriers et les paysans ne viennent point aux séances, mais ce qu'il ne veut pas, c'est qu'on le sache.

C'est pourquoi, lorsque MM. Kornéev et Sapogov le déclarent à qui veut entendre, cela a déplu et ils ont été arrêtés et jugés.

Le tribunal suprême a condamné l'un et l'autre à un an de travaux forcés en vertu de l'article 143.

D. D.

## CHRONIQUE

### AZERBAIDJAN

*Travaux scientifiques.* — L'Institut de médecine d'Azerbaïdjan a décidé d'éditer les travaux scientifiques des jeunes savants azerbaïdjanais, Agabeli, Hanym Chahthatili, Ataev, Effenzi Zadé etc., à ces derniers, il faut ajouter les noms suivants dont les travaux sont déjà sous presse : le docent Kerim-Zadé, auteur de « La tuberculose », le docent Hussein-Zadé, auteur de travaux sur les maladies de l'oreille,

de la gorge et du nez, le docent Melik Zadé, auteur d'un travail sur les maladies nerveuses.

*Projet de construction d'un « Palais des Soviets ».* — Le gouvernement soviétique d'Azerbaïdjan a ouvert un concours de projet de construction d'un « Palais des Soviets » sur les bords de la Caspienne à Bakou. Ce palais doit être assez grand pour loger toutes les organisations soviétiques.



Parmi les nombreux projets qui furent présentés — celui du professeur Roudnev et de l'artiste-architecte Muntz de l'Union des architectes de Léninegrad, reçut le premier prix; le second prix a été accordé au projet des architectes azerbaïdjanais Hussein-Zadé et Dadach-Oghlou. Ces deux projets ont été reproduits dans les journaux de Bakou et de Tiflis. Il est très vraisemblable que ces deux projets fusionneront et que la construction du palais empruntera à chacun d'eux un tout ou partie de l'ensemble. D'après la décision du jury, le projet des architectes russes serait faible au point de vue intérieur et celui des architectes azerbaïdjanais le serait au point de vue extérieur. Les derniers, en outre, ont déclaré qu'ils se sont inspirés du désir d'être plus près du style architectural local.

*Nouveaux documents sur l'industrie pétrolière.* — On annonce la découverte dans les archives de l'ancienne direction des mines à Bakou de documents relatifs à l'histoire de l'industrie pétrolière. Ces documents parlent non seulement des moyens d'exploitation du naphte d'il y a cent ans, mais aussi de la façon dont s'effectuait son exportation. C'est ainsi par exemple qu'en 1854, les 134.000 pouds de naphte qui furent extraits prirent le chemin de la Perse; il en fut de même en 1860 ou 100.000 pouds de naphte sur 120.000 qui furent extraits prirent également ce chemin.

*Déplacement de tribunaux.* — L'on signale que quatre tribunaux ambulants de Bakou ont quitté cette ville pour différentes localités d'Azerbaïdjan et notamment pour Terter, Barda, Agdam, Agdjabed, Ismaïli, Vartachen, Chemahka, Sabir-Abad, Cheki, Kah, Zakatal, Kurdamir, Agdach, Koutkacheur, Salian et Belessouvar. Ces

tribunaux sont chargés de l'examen d'un certain nombre d'affaires de « violation de lois et de délits contre le socialisme ». Quelques affaires concernent les présidents des tribunaux de Kaha et de Cheki.

*Bibliographie et Bibliothèques.* — L'on vient de terminer l'inventaire des bibliothèques d'Azerbaïdjan. De ce rapport il apparaît que le nombre de bibliothèques s'élève à 2.037; dans ce nombre l'on compte 881 bibliothèques populaires, 819 pour la jeunesse et les enfants et 337 scientifiques.

Le nombre de livres contenus dans ces bibliothèques s'élève à 4.500.000; le nombre de membres est de 364.000. Dans la seule ville de Bakou l'on compte 449 bibliothèques, 3.354.000 livres et 214.000 membres.

Le « *Bakinski Rabotchi* » du 9 janvier 1935 qui donne ces renseignements n'indique point deux choses d'importance :

1° Le pourcentage des livres en langue turque.

2° Quels sont les sujets traités dans ces livres; l'on sait que les ouvrages se rapportant à la littérature nationale ont été brûlés depuis longtemps.

*La mort de Djafar Djabarli.* — De Bakou l'on annonce la mort après une longue maladie du dramaturge et écrivain de talent azerbaïdjanien Djafar Djabarli. Le défunt appartenait à la jeune génération d'écrivains d'Azerbaïdjan.

*Récoltes.* — La récolte du coton pour l'année 1934 en Azerbaïdjan se chiffre par 150.000 tonnes, celle des raisins par 20.584 alors qu'en 1933 elle avait atteint 43.257 tonnes.

*Lignes d'aviation soviétique au Caucase.* — La *Zaria Vostoka* du 12 février 1935 donne l'aperçu suivant des lignes aériennes soviétiques au Caucase :



La première ligne aérienne au Caucase fut ouverte en 1925; elle unissait Tiflis à Manglis. En 1928 la ligne Tiflis - Bakou - Mineralny Vody - Moscou était mise en exploitation. A partir de 1933 la ligne aérienne entre Tiflis-Mineralny Vody-Moscou, au dessus de la chaîne du Caucase fonctionna régulièrement, tout en conservant l'ancienne ligne du Daghestan, le long de la côte de la Caspienne. La distance entre Moscou et Tiflis, à travers la chaîne du Caucase est couverte en quinze heures.

En 1934 les lignes Tiflis-Bakou et Tiflis-Erivan ont été ouvertes. Cette même année ont commencé à fonctionner les lignes Tiflis-Mineralny Vody; Evlah-Noukhra-Zakatali; Evlah-Agdan; Tiflis-Koutaïs-Loukhoun-Sotchi-Krasnodar-Rostov sur Don-Moscou; Erivan-Leninakan; Erivan-Bassar-guetchar.

En dehors de ces lignes principales, d'autres lignes ont été ouvertes, celles-ci « d'un caractère local », ce sont les lignes Tiflis-Kvareli; Tsnori-Lagodehi; Koutaïs-Ambrolaouir; Evlah-Agdan-Milski sovkhoz.

Des « dizaines d'aérodromes », écrit la *Zaria Vostoka* ont été mis en exploitation. « Toutes les villes du Caucase possèdent leur aérodrome ».

En 1934, le nombre de voyageurs transportés par les lignes aériennes a atteint le chiffre de 10.000.

## UKRAINE

### UNE LETTRE PRIVEE D'UKRAINE

« Le Trident » du 10 Février publie une lettre privée de Kiev qui retrace d'une façon poignante la situation en Ukraine.

« La vie est très triste. Toute la vie se passe dans l'ombre. Les personnes

En 1935 de nouvelles lignes aériennes viennent s'ajouter au réseau existant; ce sont les lignes de Koutaïs-Mestia; Bakou-Krasnovodsk; Tiflis-Akhaltsik; Bakou-Lenkoran; Erivan-Goris et, d'après un communiqué du journal *Molot*, Rostov-sur-Don-Krasnodar- Maïkop; Rostov-sur-Don-Krasnodar-Tsemes (Novorossiisk).

Nous avons signalé bien des fois que cette « fièvre d'aviation » soviétique au Caucase ne répondait pas à des nécessités culturelles-économiques du pays, d'autant plus qu'il est des besoins plus immédiats sur lesquels le pouvoir soviétique n'a pas jugé nécessaire de porter son attention. Non, le but de cette avalanche de lignes aériennes sur les « confins » caucasiens et de cette création de bases s'explique uniquement par des besoins d'ordre militaire-stratégique découlant, d'une part de la topographie du pays et des tendances anti-russes de la population et, d'autre part, des visées du Gouvernement soviétique sur le Proche-Orient.

Les appareils de l' « aviation civile » au Caucase peuvent être facilement transformés en escadrilles « punitives ». En cas de guerre, ces mêmes appareils peuvent entreprendre des raids dans n'importe quelle direction, plus particulièrement dans les pays voisins du Caucase.

cultivées sont particulièrement opprimées. Au point de vue matériel, la situation s'est un peu améliorée cette année. Le pain, par exemple, coûte 1 karb. et demi le kilo, la viande 8 à 10 karb., le sucre 10, le beurre 20. Cela avec une moyenne de 150 à 200 karb. de salaires par mois permet de se



nourrir à moitié pendant deux semaines : le reste du mois se passe dans un rêve d'affamé... Cela en dépit d'un travail surhumain. On ne voit la viande au marché que deux ou trois fois par mois, encore est-elle achetée pour les « aristocrates soviétiques ».

« L'année dernière, les habitants mouraient en masse. Des villages entiers ont été décimés. Dans les rues, surtout en province, les cadavres d'enfants gisaient dans un état si lamentable, que les gens en devenaient fous. Dans quelques villages, il n'est resté aucun habitant. Ceux qui restent vivants fuient vers la ville, et ramassent de quoi manger dans les ordures ».

« Les « épurations » permanentes du parti communiste ouvrent les yeux au peuple et discréditent le parti tout entier, car les dirigeants eux-mêmes déclarent que 90% des communistes sont des escrocs. Ce sont les ouvriers et les paysans, — souligne l'auteur, — qui détestent surtout le pouvoir soviétique ».

« On construit beaucoup à Kiev, mais tout cela pour « épater » les étrangers. Ces constructions sont inutiles pour le peuple, mais elles sont érigées aux dépens de ce même peuple à demi affamé. Comme récompense de son travail l'ouvrier ne reçoit qu'un morceau de pain arraché au paysan. On ne peut s'imaginer ce qui se passe chez nous : tout ce régime n'est qu'une fumisterie. Même l'ouvrier ne peut rien dire sans risquer d'être immédiatement envoyé dans les forêts de Sibérie ».

« Plusieurs magasins assez chics ont été ouverts à Kiev : on y trouve des victuailles « d'ancien régime » : poisson, fruits excellents, etc... L'entrée de ce magasin est libre, mais autre chose est d'y pouvoir acheter quoi que ce soit. Quand, étonné par les prix

exorbitants, je demandais au commis :

« — Mais qui peut donc acheter tout cela ? » j'obtins cette réponse bien nette :

« — Les filous ! »

« Oui, écrit en terminant sa lettre M. X. : le peuple travaille soi-disant pour l'Etat, en réalité pour que cette bande de voleurs puisse acheter dans ces magasins chics des poires à sept roubles pièce... »

## LES ARRESTATIONS EN MASSE DES OUVRIERS EN UKRAINE

Des fuyards arrivant d'Ukraine en Roumanie informent que des centaines d'ouvriers ayant refusé de signer des protestations contre l'assassinat de Kirov, ont été arrêtés à Sébastopol, à Odessa et à Mykolaïv. Tous, ont été déportés et leurs familles ont subi des représailles.

## AU « DNIÉPROGUEZ ».

Parmi les « géants » dont s'enorgueillissent les Soviets, le « Dnieproguez » (Station hydro-électrique du Dniéper) est généralement présenté comme un des principaux bienfaits du régime soviétique en Ukraine.

Or, le caractère plutôt publicitaire de cette construction a été déjà suffisamment mis en lumière dans les publications spéciales en langue ukrainienne et révélé à l'opinion française par un organe des plus compétents : l'« Economiste Européen » (No 2233 du 21 Décembre 1934).

La presse soviétique elle-même n'arrive pas à dissimuler la situation réelle concernant le « Dniéper maîtrisé ». Ainsi, on peut lire dans les « Izvestia » du 4 mars que :

1. le dernier générateur n'est pas encore terminé et ne le sera jamais, les fonds nécessaires n'ayant pas été al-



loués et les ouvriers spécialistes ayant été licenciés par la direction générale des stations hydro-électriques, étant donné que l'énergie électrique produite par le Dnieproguetz ne trouve pas de consommateurs.

2. les travaux de mise au point du barrage, entrepris depuis trois ans, sont, aussi, loin d'être achevés ;

3. malgré les injonctions expresses du camarade Ordjonikidzé et malgré les sommes énormes déjà dépensées, la construction des lignes de transmission avance à « pas de tortue » ;

4. ces « lenteurs extravagantes » que l'on expliquait par le manque des matériaux, sont, en réalité, dues principalement aux malversations et déprédations.

#### UNE CONFERENCE SUR L'UKRAINE A NEW-YORK

Sur la demande de l'Institut international de New-York, M. Arnold Margoline, ancien sénateur et ancien chef de la Mission ukrainienne à Londres, actuellement avocat près la Haute Cour des Etats-Unis, vient de faire une conférence sur l'Ukraine. Cette conférence a été très applaudie.

#### LE PROBLEME UKRAINIEN CHEZ LES COMBATTANTS POLONAIS

Le quotidien polonais « Wiek Nowy » publie le compte-rendu d'une conférence faite à Lwow le 21 février par M. Baczkowski, directeur du « Bulletin polono-ukrainien », publiciste polonais bien connu. Cette conférence présidée par le colonel Pirel a été organisée par « La Redoute »,

journal des anciens combattants polonais. M. Baczkowski soutint la thèse que la reconstitution d'une Ukraine indépendante sur les bords du Dnieper contribuerait à la stabilisation de la paix dans l'Est Européen et en même temps permettrait de résoudre le problème de la minorité ukrainienne en Pologne.

Des Polonais éminents, comme le professeur Sulimierski, le Dr. Dregiewicz, le sénateur Loewenherz, le colonel Pirel etc., prirent part aux échanges de vues qui suivirent la conférence.

#### LA COMPOSITION DU VII-e CONGRES DES SOVIETS

La presse soviétique (« Izvestia » du 5 février) publie une statistique édifiante sur la composition du VII-e congrès de l'U. R. S. S. Sur 2007 délégués, 1338 sont élus pour la première fois ; 74% des délégués sont membres du parti communiste. 936 délégués sont fils d'ouvriers et 473 fils de paysans. Il est intéressant de constater que sur les 2007 délégués 72% sont fonctionnaires tandis que 28% seulement sont des travailleurs occupés dans les usines ou dans l'agriculture.

En reproduisant cette curieuse statistique, le chroniqueur politique de l'hebdomadaire ukrainien « Le Trident » du 10 mars conclut : « Faut-il s'étonner que les employés soviétiques appelés à représenter les ouvriers et les paysans de l'U. R. S. S. ne puissent faire autrement que de donner leur adhésion à toutes les décisions proposées par des chefs auxquels ils sont subordonnés.

Le Gérant : M. Bisnovaty.



E5114E  
1935

04036320  
3074000000

Édition et Imprimerie  
Rapide de la Presse  
O. ZELUK  
5, rue Saulnier, Paris